



# UNE SEMAINE EN HAÏTI

## L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1413

18 octobre 2019

- **Politique nationale : L'imminence d'un embrasement total en Haïti**
- **Présidence : Jovenel Moïse reconnaît avoir engagé une firme pour « évaluer » sa sécurité**
- **Médias : Consternation / Le journaliste Néhémie Joseph assassiné à Mirebalais, à la suite de fortes menaces**
- **Opposition : L'UNNOH invite les parents d'élèves, enseignantes et enseignants à renforcer la mobilisation contre Jovenel Moïse**

### >> Politique Nationale : L'imminence d'un embrasement total en Haïti

Tout les signaux tendent à converger vers une situation de non retour, voire un affrontement entre la population, qui réclame la fin du système politique, et Jovenel Moïse, qui s'accroche à la présidence. Dans un discours, présenté sous forme d'une conférence de presse, mardi 15 octobre, **Jovenel Moïse a affirmé qu'il ne démissionnera pas**, ce qui a attisé la colère de la population. Immédiatement, des routes ont été à nouveau barricadées, le commerce a fermé ses portes ainsi que les bureaux publics et les entreprises privées, tandis que les employés se sont empressés de rentrer chez eux. Dans les milieux politiques, sociaux et au sein du secteur privé, des voix n'ont pas tardé à fustiger le comportement du président Jovenel Moïse, jugé totalement déconnecté de la réalité. "Jovenel Moïse ne gère rien aujourd'hui", considèrent des manifestants, dénonçant l'éventualité d'un cycle de répression contre la population, qui exprime son ras-le-bol contre le régime politique en place. Pendant que le président s'exprimait en conférence de presse, des tirs nourris d'armes à feu étaient entendus dans les alentours du palais national, au Champ de Mars (principale place publique de la capitale). Jovenel Moïse a précipité le pays dans « un tumulte ingérable ». Si cette situation d'ingouvernabilité générale persiste, la population risque de faire face à une grave crise humanitaire, souligne, à AlterPresse, Edouard Paultre, coordonnateur du conseil haïtien des acteurs non étatiques (Conhane), une des 107 organisations, à l'initiative de [la structure dénommée « Passerelle », qui souhaite une résolution urgente de la crise](#). Or, toutes les activités sont paralysées depuis le dimanche 15 septembre. Les routes sont bloquées et barricadées et les mouvements de contestation ont lieu quotidiennement. Les bureaux publics sont fermés. Difficile de planifier un déplacement. Les organisations internationales renouvellent sans interruption des

consignes de prudence à leurs employés, face à la dégradation de la situation. Comme assiégés, les habitants sont confinés chez eux. La plupart des entreprises, banques commerciales et services divers fonctionnent par à-coups. [La justice reste paralysée pour un temps indéterminé](#). Au moins 3 personnes ont été blessées par balles, ce mercredi 16 octobre, lors d'affrontements entre des agents de la Police Nationale d'Haïti (PNH) qui ont tiré, et des protestataires qui lançaient des pierres, au Champ de Mars, à proximité des ruines du palais national (détruit dans le tremblement de terre du 12 janvier 2010). Une vive tension y a régné, à l'occasion des funérailles de deux personnes tuées par balles. [Un véhicule de l'Unité de sécurité générale du palais national \(Usgpn\) a été incendié](#). Emmanuela Douyon, membre de la structure *Nou p ap dòmi* a déclaré : « Nous allons marcher vers la route de la transition 4R : rupture, redressement, rigueur et réorientation, pour jeter les bases de construction d'un pays, sans corruption et sans impunité ». Ce mouvement citoyen invite la population haïtienne à manifester contre l'impunité et la corruption, ce jeudi 17 octobre, date marquant le 213<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat de Jean Jacques Dessalines (le 17 octobre 1806), l'un des pères fondateurs de la nation. L'opposition politique a également annoncé pour ce jeudi, la poursuite de la mobilisation à travers une journée de soulèvement général, partout sur le territoire national, pour continuer d'exiger la démission de Jovenel Moïse. En 2018, le 17 octobre a été une grande journée de mobilisation populaire. Plusieurs milliers de manifestants ont gagné les rues, à l'initiative des petrochallengers *Nou p ap dòmi*, pour réclamer la réalisation du procès PetroCaribe. Des anciens dignitaires de l'Etat y compris le président Jovenel Moïse ainsi que des entreprises, ont été indexés dans

la dilapidation de plus de 4 milliards de dollars américains du programme PetroCaribe, d'aide vénézuélienne à Haïti. Alors que la Mission des Nations Unies pour la justice en Haïti (Minujusth) fait place, le 16 octobre 2019, au Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (Binuh), [le pays est plongé dans une crise grave multidimensionnelle](#), reconnaît le Conseil de sécurité de l'ONU, lors d'une réunion dans la matinée

du 15 octobre. Cette crise associe l'impunité, la corruption, la violence -notamment celle des gangs- à une grave crise institutionnelle, aggravée par une situation économique et humanitaire désastreuse, selon le **rapport de la séance**.

### >>Présidence : Jovenel Moïse reconnaît avoir engagé une firme pour « évaluer » sa sécurité

« Comme cela a existé sous de précédentes administrations (Jean-Bertrand Aristide, René Garcia Prével, Joseph Michel Martelly...), des membres d'une firme étrangère sont présents pour évaluer le système de sécurité, mis en place autour du président », a fait savoir Jovenel Moïse, qui répondait à une question d'un journaliste, lors du discours-conférence de presse, le 15 octobre, au palais national. Sa réponse

vient confirmer les informations circulant depuis la semaine dernière et faisant état de la présence de ressortissants étrangers, engagés dans son système de sécurité. Dans l'opinion publique, la question est de savoir sur quelles bases, à partir de quel contrat et pour quel montant la firme étrangère, dont le nom n'est pas encore mentionné, est en train d'assurer un processus d'évaluation du système de sécurité.

### >> Médias : Consternation / Le journaliste Néhémie Joseph assassiné à Mirebalais, à la suite de fortes menaces

C'est la consternation, non seulement dans les médias et dans le milieu des journalistes, mais aussi au sein de la population, à l'annonce de la nouvelle de l'assassinat, le jeudi 10 octobre, de Néhémie Joseph, journaliste à Radio Panic FM à Mirebalais (département du Plateau central) et correspondant de Radio Méga dans le bas Plateau central. Ces dernières semaines, le journaliste n'a pas cessé d'alerter l'opinion sur de fortes menaces, dont il faisait l'objet de la part de certains élus du département du Plateau central, proches du pouvoir. Ses prises de position critiques et son plaidoyer en faveur du développement de sa ville et de son pays, en général, et son discours dérangeant, lui ont valu cette animosité. Dans son dernier tweet, le journaliste Néhémie Joseph insistait sur la persistance de ces menaces de mort contre sa

personne. Dans la soirée du jeudi 10 octobre, elles ont été mises à exécution, avec son assassinat à Mirebalais. « Après le photjournaliste Vladjimir Legagneur (14 mars 2018), le copropriétaire de Radio sans fin (Rsf), Rospide Pétion (10 juin 2019), Néhémie Joseph vient allonger la liste des journalistes et travailleurs de presse, disparus et assassinés en dix-huit mois, environ », déplore l'Association des journalistes haïtiens (AJH). Elle appelle la PNH à diligenter une enquête afin d'identifier les auteurs de cet assassinat, pour que ces derniers puissent répondre de leur forfait par-devant la justice. « La sécurité des journalistes dans l'exercice de leur profession n'est garantie ni à l'intérieur des institutions de pouvoir, ni dans les rues, ni dans les lieux publics de rassemblement », alerte-t-elle.

### >> Opposition : L'UNNOH invite les parents d'élèves, enseignantes et enseignants à renforcer la mobilisation contre Jovenel Moïse

A partir du lundi 21 octobre, une grande mobilisation est prévue, annonce l'Union nationale des normaliennes et normaliens haïtiens (UNNOH), qui encourage les parents d'élèves, enseignantes et enseignants, à venir renforcer la mobilisation populaire exigeant le départ du président Jovenel Moïse. L'UNNOH plaide en faveur d'un véritable changement politique, social, économique et culturel en Haïti. Il faudrait également changer les valeurs qui passent à

travers les écoles. La crise politique actuelle affecte beaucoup les enseignantes et les enseignants, parce que leur salaire dépend du fonctionnement de l'école. Elle appelle à saisir cette occasion pour réformer le système éducatif en Haïti. Depuis le lancement officiel de la réouverture des classes, le 9 septembre, les portes des écoles sont restées fermées à travers le pays, à cause des mobilisations anti-gouvernementales.

### A lire également :

- [Haïti-Crise : La France invitée à user de son influence pour faire entendre l'appel du peuple haïtien.](#)
- [Martissant-Bicentenaire : Le sanctuaire de la mort.](#)